

Document:-  
**A/CN.4/SR.523**

**Compte rendu analytique de la 523e séance**

sujet:  
**Autre sujets**

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-  
**1959, vol. I**

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International  
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

49. M. MATINE-DAFTARY s'est abstenu parce qu'il ne saurait accepter une clause prévoyant que des États qui n'ont pas participé à la négociation peuvent, par la suite, être admis à signer le traité.

#### COMMENTAIRE RELATIF À L'ARTICLE 17

50. M. TOUNKINE désapprouve le membre de phrase "de caractère normatif" qui figure au paragraphe 1, parce que les traités multilatéraux généraux ne sont pas les seuls à créer des normes.

51. Le PRESIDENT fait observer que M. Tounkine a été le premier à employer l'expression; il propose de dire "créant des normes de droit international général".

*Il en est ainsi décidé.*

52. M. TOUNKINE signale que la cinquième phrase du paragraphe 1 n'exprime pas son opinion de façon tout à fait exacte. Il propose d'en rédiger comme suit la dernière partie: "énoncerait les principes généraux régissant la question de la participation aux traités multilatéraux de caractère général".

*Il en est ainsi décidé.*

53. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) se demande, à propos de la neuvième phrase du paragraphe 1, s'il est nécessaire d'évoquer l'idée de perte du droit, ce qui peut mettre en jeu la question de la prescription.

54. Le PRESIDENT propose de remplacer, dans le paragraphe 1, les mots "le perdent" par les mots "le laissent perdre", et de supprimer, au paragraphe 3, les mots "ou l'aurait perdu".

*Il en est ainsi décidé.*

55. M. TOUNKINE propose de remplacer, au paragraphe 5, le mot "normatif" par les mots "ou destinés à créer des normes de droit international".

*Il en est ainsi décidé.*

56. M. TOUNKINE fait observer, à propos du paragraphe 7, que la participation à la conférence est un problème qui n'est pas essentiellement d'ordre politique, mais peut être aussi d'ordre juridique.

57. Le PRESIDENT, prenant la parole en qualité de rapporteur spécial, reconnaît qu'en fait cette observation a été présentée au cours du débat, mais il propose de supprimer, au paragraphe 7, les mots "c'est là essentiellement un problème d'ordre politique et non juridique, parce que," et les mots "sur le plan politique et".

*Il en est ainsi décidé.*

58. Le PRESIDENT voudrait ajouter à la fin du commentaire un paragraphe indiquant que la section relative à la signature doit être complétée par un ou plusieurs articles concernant les effets juridiques de la signature que la Commission n'a pas été en mesure d'étudier à la session en cours.

*Il en est ainsi décidé.*

59. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) pensait que le rapporteur spécial avait accepté d'insérer un paragraphe relatif à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, qui serait fondé sur le document présenté par le Secrétariat (A/CN.4/121).

60. Le PRESIDENT répond que cette addition romprait l'équilibre parce qu'il y serait indiqué que les opinions étaient partagées, et que la Commission a jugé préférable de revenir sur la question à une date ultérieure. Le document du Secrétariat restera bien entendu dans les archives de la Commission, mais il ne doit pas, à ce stade, faire partie du rapport.

*Il en est ainsi décidé.*

#### CHAPITRE IV. — AUTRES DECISIONS DE LA COMMISSION (A/CN.4/L.83/ADD.4)

61. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le chapitre de son projet de rapport intitulé "Autres décisions de la Commission".

62. Le PRESIDENT, dans la section I, préférerait supprimer les mots "dépendra dans une large mesure de", qui sont trop forts, et rédiger la phrase comme suit: "Toutefois, l'opportunité d'étudier cette question à la prochaine session pourra être affectée par la décision que l'Assemblée générale adoptera...".

*Il en est ainsi décidé.*

*Le chapitre IV du projet de rapport de la Commission (A/CN.4/L.83/Add.4), ainsi amendé, est adopté.*

La séance est levée à 12 h. 40.

### 523ème SEANCE

*Jeudi 25 juin 1959, à 9 h. 50.*

*Président: sir Gerald FITZMAURICE.*

#### Examen du projet de rapport de la Commission sur les travaux de sa onzième session (A/CN.4/L.183 et Corr.1, A/CN.4/L.83/Add.1 à 7, A/CN.4/L.84) [suite]

#### CHAPITRE III. — RELATIONS ET IMMUNITÉS CONSULAIRES (A/CN.4/L.83/ADD.5 à 7, A/CN.4/L.84)

##### III. — TEXTE DU PROJET D'ARTICLES ET COMMENTAIRES

1. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner les articles sur les relations et immunités consulaires que lui a soumis le Comité de rédaction (A/CN.4/L.84), et à voter sur ces articles; il ajoute que l'adoption d'un texte à la session en cours doit être considérée comme provisoire puisque le projet complet sera étudié à la douzième session.

2. M. EDMONDS rappelle qu'ils s'est constamment abstenu de voter sur les textes que, faute de temps, il n'avait pu étudier suffisamment. Il s'est abstenu pour cette raison lors de la plupart des votes sur les projets d'articles concernant le droit des traités (A/CN.4/L.83/Add.1 à 3), et il s'abstiendra de voter sur les articles relatifs aux relations et immunités consulaires.

##### ARTICLE SUR LES DÉFINITIONS

3. Le PRESIDENT fait observer que la Commission n'a pas examiné l'article sur les définitions mais que le Comité de rédaction a étudié et modifié le projet initial du rapporteur spécial (A/CN.4/108).

4. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) expose que l'article sur les définitions sera nécessairement provisoire puisque c'est seulement après examen de l'ensemble des articles, à la douzième session, que l'on pourra uniformiser la terminologie.

5. Selon M. YOKOTA, il serait prématuré de voter, même à titre provisoire, sur un article que la Commission n'a jamais examiné. Certaines définitions, notamment celle des expressions "consul" et "fonctionnaire consulaire", ne sont pas entièrement acceptables.

6. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) indiquera dans le commentaire que les définitions ont été adoptées à

titre purement provisoire et que, après avoir examiné tous les articles, la Commission décidera s'il y a lieu de modifier certaines définitions, d'en ajouter d'autres, ou d'en supprimer quelques-unes. Il indiquera également qu'il faudra peut-être reviser la définition de certaines expressions comme celles que M. Yokota vient de mentionner.

7. M. TOUNKINE est d'avis que, si cette explication est ajoutée au commentaire, la Commission peut voter sur l'article.

8. M. SANDSTRÖM croit que le vote aura un caractère suffisamment provisoire pour que l'on puisse, même à la session en cours, apporter aux définitions les modifications que les amendements aux articles imposeraient manifestement.

9. Le PRESIDENT s'associe à l'interprétation donnée par M. Sandström, et invite la Commission à passer au vote.

*Par 10 voix contre zéro, avec 3 abstentions, l'article sur les définitions est adopté.*

#### ARTICLE PREMIER

10. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) signale que le texte de l'article proposé par lui (A/CN.4/108) contient un autre paragraphe stipulant que l'établissement des relations diplomatiques comporte l'établissement des relations consulaires. La Commission s'est réservé de décider de cette question lorsqu'elle aura terminé l'examen de l'article 13, ce qui, faute de temps, ne pourra être avant la prochaine session.

*Par 14 voix, l'article premier est adopté.*

#### ARTICLE 2

11. M. SANDSTRÖM propose de remplacer dans le texte anglais du paragraphe 2, les mots *consular premises* par les mots *seat of the consulate*.

*Il en est ainsi décidé.*

12. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) pense qu'il conviendrait de remplacer, dans le texte anglais du paragraphe 2, le mot *established* par le mot *determined*.

*Il en est ainsi décidé.*

*Par 13 voix contre zéro, avec une abstention, l'article 2, ainsi amendé, est adopté.*

#### ARTICLE 2 bis (ANCIEN ARTICLE 16)

13. M. TOUNKINE propose de remplacer les mots "l'autorisation expresse" par "le consentement".

*Il en est ainsi décidé.*

*Par 14 voix contre zéro, avec une abstention, l'article 2 bis, ainsi amendé, est adopté.*

#### ARTICLE 3

*Par 14 voix, l'article 3 est adopté.*

#### ARTICLE 4

*Par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'article 4 est adopté.*

#### ARTICLE 5

14. M. YOKOTA estime qu'aux paragraphes 1 et 2 l'expression "la compétence pour" semble viser la compétence de l'Etat, alors qu'il s'agit en réalité du pouvoir de l'autorité compétente.

15. Le PRESIDENT croit que le sens serait plus clair si le paragraphe 1 était rédigé comme suit: "La compétence pour nommer les consuls et le mode de son exercice sont réglés par le droit interne de l'Etat

d'envoi", et si, au paragraphe 2, dans le texte anglais, les mots *the power* étaient remplacés par le mot *competence*.

*Il en est ainsi décidé.*

16. M. SANDSTRÖM demande si l'article 5 est vraiment nécessaire, l'article 4 prévoyant que les consuls sont nommés par l'Etat d'envoi et reconnus par l'Etat de résidence. Le seul élément supplémentaire est la clause stipulant qu'il faut se conformer au droit interne de ces Etats.

17. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) dit que, au paragraphe 2 du commentaire (voir A/CN.4/L.83/Add.5), il a précisé l'objet de l'article en question. On a parfois, dans le passé, dit à tort que la compétence pour nommer les consuls était réservée aux chefs d'Etat; la pratique est très variée mais elle est toujours régie par le droit interne. La clause est utile, car elle énonce une règle qui peut prévenir des frictions entre les Etats.

18. M. AMADO reconnaît le bien-fondé de la réponse du rapporteur spécial à M. Sandström, mais doute que le projet doive aller aussi loin dans le détail. C'est à l'Etat d'envoi seul qu'il appartient de décider quelle est l'autorité compétente pour nommer les consuls en vertu de son droit interne. M. Amado est opposé à l'insertion de l'article, mais il s'inclinera devant la volonté de la majorité.

19. M. TOUNKINE a aussi des doutes au sujet de la substance et de la forme de l'article, pour lequel il ne votera pas.

20. M. MATINE-DAFTARY approuve le texte remanié du paragraphe 1, mais il estime que le paragraphe 2 pourrait prêter à une fausse interprétation et doit donc être supprimé.

21. M. VERDROSS fait observer que, dans le cas où le projet disposerait que la compétence pour nommer les consuls est réglée par le droit interne de l'Etat d'envoi, l'Etat de résidence pourrait demander si une nomination donnée est, à tous égards, effectivement conforme à ce droit.

22. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) répond que M. Verdross va trop loin dans son interprétation. L'article se borne à bien indiquer que la compétence pour nommer les consuls et le mode de son exercice sont réglés par le droit interne et non par le droit international; il permettra donc de rejeter tout argument en sens contraire. Si la Commission estime que le paragraphe 1 suffit, M. Zourek ne voit pas d'objection à la suppression du paragraphe 2.

23. M. ALFARO pense que, sans être indispensable, l'article est utile en ce sens qu'il énonce une règle précise touchant la compétence pour nommer les consuls. Les craintes de M. Verdross sont sans fondement, puisque le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des autres Etats est établi en droit international et que, par conséquent, aucun Etat ne demandera si une nomination donnée est conforme au droit de l'Etat d'envoi.

24. Le PRESIDENT estime qu'à tout le moins l'article ne présente aucun inconvénient; d'autre part, le rapporteur spécial est disposé à retirer le paragraphe 2, mais les deux paragraphes établissent pourtant un certain équilibre. Toutefois, le Président mettra les paragraphes aux voix séparément.

*Par 11 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le paragraphe 1, ainsi amendé, est adopté.*

*Par 9 voix contre une, avec 6 abstentions, le paragraphe 2, ainsi amendé, est adopté.*

*Par 9 voix contre zéro, avec 7 abstentions, l'ensemble de l'article 5, ainsi amendé, est adopté.*

#### ARTICLE 5 bis (ARTICLE ADDITIONNEL)

25. Le PRESIDENT pense qu'il faudra peut-être revoir l'expression "fonctionnaires consulaires" compte tenu des modifications qui seront probablement apportées à l'article sur les définitions. Vu la définition actuelle, elle est satisfaisante, puisqu'elle n'englobe pas les employés, qui sont d'ordinaire recrutés parmi les ressortissants de l'Etat de résidence.

*Par 14 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'article 5 bis est adopté.*

#### ARTICLE 6

26. M. VERDROSS rappelle qu'au cours du débat M. Scelle s'était élevé contre l'expression "pleins pouvoirs" et croit que la Commission l'avait suivi.

27. M. FRANÇOIS dit que le Comité de rédaction a examiné la question et a décidé que l'objection n'était pas fondée. En français, en tout cas, l'expression "pleins pouvoirs" est souvent employée en droit civil; elle ne vise pas seulement les pouvoirs diplomatiques.

28. M. SCELLE répond que l'expression est certes employée en droit civil pour indiquer qu'un pouvoir est discrétionnaire, mais qu'elle est ambiguë dans un article relatif aux relations consulaires.

29. M. AMADO signale que la portée de l'expression "pleins pouvoirs" est restreinte par les mots "sous forme de lettre de provision ou document similaire" qui en définissent le sens exact de manière très précise.

30. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) ne croit pas que l'expression "pleins pouvoirs" soit ambiguë dans ce texte; il rappelle qu'elle figure en tout cas dans plusieurs conventions consulaires.

31. Le PRESIDENT s'associe à l'observation de M. Amado. Il ne peut y avoir aucun danger de confusion avec un autre type de pleins pouvoirs.

*Il est décidé de maintenir les mots "pleins pouvoirs".*

32. M. SANDSTRÖM indique que, dans le texte anglais du paragraphe 1, le mot *offices* doit être remplacé par *posts*.

33. M. YOKOTA dit que, conformément aux définitions, l'expression "fonctionnaire consulaire" doit être remplacée par "consul" au paragraphe 1.

*Ces modifications sont approuvées.*

34. Après un échange de vues au sujet des mots du texte anglais *surname and first name* qui figurent au paragraphe 1, M. ALFARO propose d'employer les expressions *full name* dans le texte anglais, et "nom et prénoms" dans le texte français.

*Il en est ainsi décidé.*

35. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) pense qu'au paragraphe 3 l'expression *by leave of the receiving State* dans le texte anglais ne convient pas tout à fait; de plus, il semblerait y avoir intérêt à remplacer par *mutatis mutandis* les mots "par analogie".

36. Le PRESIDENT propose de modifier comme suit, dans le texte anglais, le début du paragraphe 3: "*If the receiving State so accepts, the commission may be replaced...*". L'autre modification suggérée par le Secrétaire est acceptable.

*Les modifications à l'article 3 sont approuvées.*

37. M. BARTOS peut accepter l'article 6 ainsi modifié, sous réserve que la lettre de provision puisse

être remise aux fonctionnaires autres que les chefs de poste consulaire, comme c'est parfois l'usage.

38. Le PRESIDENT dit que tel est déjà le cas, étant donné que l'article stipule simplement que le chef de poste consulaire doit être muni d'une lettre de provision mais n'interdit pas aux autres fonctionnaires consulaires de détenir une lettre de provision.

*Par 14 voix contre zéro, avec une abstention, l'article 6, ainsi amendé, est adopté.*

#### ARTICLE 7

39. M. SANDSTRÖM fait observer que la définition de l'exequatur, dans l'article sur les définitions, se termine par les mots "quelle que soit la forme de cette autorisation": l'emploi de l'expression "sous forme de", dans la seconde phrase de l'article 7, risque donc de prêter un peu à confusion.

40. Le PRESIDENT propose de dire "au moyen de".

*Il en est ainsi décidé.*

41. M. AMADO pense que l'on pourrait restreindre la portée de la seconde phrase en y ajoutant le mot "normalement".

42. Le PRESIDENT répond que c'est inutile, puisque la portée de la phrase est de toute manière limitée par le renvoi aux dispositions de l'article 9.

*Par 14 voix contre zéro, avec une abstention, l'article 7, ainsi amendé, est adopté.*

#### ARTICLE 8

*Il est décidé qu'il n'y a pas lieu de rétablir l'article 8.*

#### ARTICLE 9

43. M. FRANÇOIS indique que, dans le texte anglais, les mots *his exequatur* devraient être remplacés par les mots *the exequatur*.

44. M. ZOUREK dit qu'il faudrait ajouter le mot "et" avant "au bénéfice" dans le texte français.

*Ces modifications sont approuvées.*

45. M. BARTOS ne saurait voter pour l'article 9, qui donne l'impression que le chef d'un poste consulaire peut ne pas être admis à exercer ses fonctions si une convention consulaire n'est pas applicable en l'occurrence. A son avis, le consul doit être admis à exercer ses fonctions en vertu des règles du droit international coutumier.

46. M. SCELLE partage l'opinion de M. Bartoš. Les fonctions consulaires peuvent être exercées en l'absence de convention consulaire, en vertu de la coutume ou de l'échange de consuls.

47. M. AMADO pense également qu'un consul peut exercer ses fonctions en l'absence de convention consulaire. Il propose de dire que la jouissance des privilèges et immunités fait partie de la fonction consulaire et découle des articles examinés.

48. M. ALFARO est de cet avis. Il est inconcevable qu'un consul soit privé des privilèges et immunités consulaires, uniquement parce qu'il exerce ses fonctions à titre provisoire.

49. M. SANDSTRÖM propose de remplacer les mots "conventions consulaires en vigueur" par "privilèges et immunités consulaires".

50. M. TOUNKINE est du même avis que M. Amado et M. Sandström, dont les propositions sont pratiquement équivalentes, à cela près que le membre de phrase proposé par M. Sandström dispenserait de rechercher

si les privilèges et immunités sont attachés à la fonction ou sont régis par une convention consulaire spéciale.

51. M. AMADO signale que la proposition de M. Sandström a un effet limitatif, puisque les consuls provisoires jouissent de tous les privilèges et immunités des consuls qui ont reçu l'exequatur.

52. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) explique qu'au moment où la Commission a discuté la question certains de ses membres ont jugé utile de préciser la situation juridique d'un consul reconnu à titre provisoire. Le Comité de rédaction a pensé qu'un texte condensé viserait le droit attaché à la fonction et aussi la jouissance des privilèges et immunités prévus dans toute convention consulaire en vigueur et dans les articles rédigés par la Commission.

53. M. BARTOS fait observer qu'il s'agit d'une question de fond: les consuls sont-ils protégés en vertu d'une règle de droit international? A son avis, ils sont toujours protégés par les dispositions générales du droit international coutumier, qu'il y ait ou non une convention consulaire en vigueur qui soit applicable en l'espèce.

54. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) rappelle à l'intention de M. Bartoš que la Commission codifiera les dispositions générales du droit international coutumier dans la deuxième partie de son projet, de sorte que les mots "des présents articles" englobent les règles coutumières du droit international.

55. M. BARTOS soutient que, d'après l'interprétation de M. Zourek, les articles du projet de la Commission doivent continuer à prévaloir sur les conventions consulaires en vigueur.

56. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) se réfère à l'article 38 de son projet pour réfuter l'interprétation de M. Bartoš et propose de libeller comme suit la fin de l'article 9: "et au bénéfice des présents articles et des conventions consulaires en vigueur".

*Cet amendement est adopté.*

*Par 9 voix contre 4, avec 3 abstentions, l'article 9, ainsi amendé, est adopté.*

#### ARTICLE 10

57. M. BARTOS propose d'apporter à l'article 10 le même amendement qu'à l'article 9.

*Il en est ainsi décidé.*

58. M. YOKOTA demande ce qu'il faut entendre exactement, dans ce texte, par conventions consulaires. Un grand nombre de traités d'amitié et de traités de paix contiennent des clauses concernant les relations consulaires. L'expression "conventions consulaires" est trop étroite.

59. Le PRESIDENT propose d'employer, à l'article 10, le membre de phrase qui figure au paragraphe 1 de l'article 13: "accords en vigueur applicables en la matière".

*Il en est ainsi décidé.*

60. M. SCALLE regrette que l'article ait été rédigé de telle manière qu'il donne à entendre qu'un consul qui a reçu l'exequatur ne pourrait pas s'adresser directement aux autorités locales au cas où le gouvernement n'aurait pas averti ces dernières de sa nomination. Avec ce système, l'entrée en fonctions d'un consul peut être retardée indéfiniment.

61. Le PRESIDENT fait observer qu'aucune disposition de l'article n'empêche le consul de s'adresser aux autorités locales dès qu'il a été nommé. La clause prévoit simplement l'obligation, pour le gouvernement central, d'adresser un avis aux autorités locales.

62. M. SCALLE est prêt à retirer son objection s'il est indiqué, dans le commentaire, que l'exercice des fonctions du consul ne sera pas retardé du fait que le gouvernement n'aura pas envoyé de notification.

63. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) expose qu'il a essayé d'expliquer dans le commentaire (A/CN.4/L.83/Add.5) que la clause ne stipule pas une condition supplémentaire pour l'exercice des fonctions consulaires mais simplement une obligation supplémentaire pour l'Etat de résidence. De plus, le consul, qui a reçu l'exequatur, peut à tout moment produire la preuve de sa situation officielle.

64. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) ne voit pas pourquoi des formules différentes sont employées aux articles 9 et 10. L'article 9 vise le bénéfice des conventions consulaires, alors que l'article 10 mentionne les privilèges et immunités reconnus par les conventions consulaires. La terminologie devrait être uniforme, si le sens des expressions est le même.

65. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) indique que le mot "bénéfice" a un sens plus large que l'expression "privilèges et immunités", car il englobe les fonctions consulaires. A son avis, il serait préférable d'employer également le mot "bénéfice" à l'article 10.

*Il en est ainsi décidé.*

*Par 12 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'article 10, ainsi amendé, est adopté.*

#### ARTICLE 11

66. M. BARTOS, appuyé par M. VERDROSS, propose d'adopter, à l'article 11, la solution à laquelle on a recouru aux articles 9 et 10, pour faire comprendre que le droit international coutumier prime les accords applicables.

*Il en est ainsi décidé.*

*Par 9 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'article 11, ainsi amendé, est adopté.*

#### ARTICLE 11 bis

*Par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions, l'article 11 bis est adopté.*

#### ARTICLE 12

67. Le PRESIDENT rappelle que l'article 12 a été supprimé.

#### ARTICLE 13

68. M. ZOUREK (Rapporteur spécial), présente le texte du Comité de rédaction. Conformément à la décision de la Commission (voir 518ème séance, par. 46), le nouvel article 13 énonce une définition générale des fonctions consulaires, et une définition plus détaillée, énumérative, figure dans le commentaire (A/CN.4/L.83/Add.7). Le paragraphe 1 du nouveau texte est une clause générale qui définit les fonctions des consuls dans la circonscription consulaire et distingue deux catégories de fonctions: celles qui sont prévues dans les articles et dans tout accord en vigueur applicable en la matière, et celles qui sont confiées aux consuls par l'Etat d'envoi sous réserve qu'elles puissent s'exercer sans conflit avec le droit de l'Etat de résidence. Passant aux exemples précis qui sont donnés après la clause générale, il ajoute qu'à l'alinéa a le mot "intérêts" englobe les droits ou les intérêts basés sur la loi et le droit international, et que le mot "ressortissants" comprend les personnes morales. A cet égard, il fait observer que l'article sur les définitions ne contient pas

encore de définition du mot "ressortissants". Le paragraphe 2 du nouvel article marque que, dans l'exercice de ses fonctions, le consul ne peut s'adresser qu'aux autorités locales, sous réserve des cas exceptionnels prévus par les articles ou par les accords applicables, dans lesquels il peut s'adresser aux autorités en dehors de sa circonscription.

69. Les fonctions mentionnées dans l'article sont des exemples, et l'article est un résumé des fonctions de tous les consulats. M. Zourek pense que les membres de la Commission n'éprouveront aucune difficulté à se mettre d'accord sur le texte, d'autant qu'il sera soumis aux gouvernements et que la Commission, après avoir reçu leurs observations, l'examinera de nouveau.

70. M. ERIM considère que le nouvel article 13 tient compte de la plupart des idées exprimées au cours de la discussion générale. Toutefois, comme certains membres de la Commission et lui-même ont souligné que le premier devoir d'un consul est de protéger les intérêts des ressortissants de l'Etat d'envoi, il propose de mentionner les ressortissants avant l'Etat à l'alinéa *a*.

71. M. VERDROSS fait observer que les fonctions énumérées dans le nouvel article ne sont pas toutes "normalement exercées par les consuls", comme il est dit au paragraphe 1. Par exemple, on ne saurait soutenir que veiller au développement des relations culturelles entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence soit une fonction consulaire normale; les activités de cet ordre se situent plutôt dans le cadre des fonctions diplomatiques. Toutefois, il ne formulera pas d'objection formelle pour le moment puisque le Rapporteur spécial a expliqué que des amendements pourront être présentés lorsque les gouvernements auront fait parvenir leurs observations.

72. M. MATINE-DAFTARY pense que le nouvel article constitue un progrès par rapport aux textes originaux, mais il voudrait présenter deux remarques. En premier lieu, le terme "intérêts" qui figure à l'alinéa *a*, sans adjectif qualificatif tel que "économique", semble trop large dans une définition des fonctions consulaires. De plus, le mot "protéger" semble aussi exagérer l'importance du rôle des consuls. Il serait peut-être judicieux, d'autre part, de consacrer l'alinéa *a* à l'Etat d'envoi, et l'alinéa *b* aux ressortissants de cet Etat. En second lieu, on pourrait ajouter un paragraphe qui spécifierait ce que les consuls ne peuvent pas faire. Il pourrait stipuler, par exemple, qu'ils ne doivent pas se livrer à des activités politiques.

73. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) se référant à l'alinéa *c*, signale que le texte français est plus précis que le texte anglais puisqu'il montre clairement que les fonctions de notaire et d'officier d'état civil ne sont pas d'ordre administratif. Il pense que le texte anglais de la dernière clause de l'alinéa pourrait être rédigé comme suit: *and to exercise other functions of an administrative nature*.

74. Pour ce qui est de l'alinéa *d*, il pense que ce serait aller trop loin que de limiter aux seuls navires de commerce les fonctions visées par les mots "assistance nécessaire" puisque, par exemple, les bateaux de pêche ou les navires transportant des visiteurs officiels dans l'Etat de résidence peuvent avoir besoin de l'assistance du consul. Il conviendrait peut-être de supprimer les mots "de commerce".

75. Enfin, M. Liang s'associe à l'objection formulée en premier lieu par M. Amado (517<sup>ème</sup> séance, par. 39) qui vise la formule "par tous les moyens légitimes",

à l'alinéa *f*. Si cette clause restrictive est insérée dans l'alinéa, il n'y a aucune raison qu'elle ne soit pas employée dans tout le texte. Le fait qu'elle se rencontre dans la disposition correspondante du projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques (voir A/3859, par. 53) ne doit pas être considéré comme décisif, puisque ce projet n'a pas encore été examiné par l'Assemblée générale.

76. M. ALFARO relève un manque de concordance entre les textes anglais et français du paragraphe 1. Le texte anglais doit porter *the present articles* et non pas *this article*.

77. Il constate que le texte français commence par les mots "Les consuls ont pour fonction d'exercer ... les attributions ..."; les mots "fonction" et "attribution" étant synonymes, il serait préférable d'employer la terminologie du projet original du rapporteur spécial et de dire: "les consuls ont pour mission d'exercer ... les fonctions ...".

78. M. BARTOS n'a pas de critique à formuler à l'égard du fond du nouveau projet d'article, qui est préférable au texte original. Toutefois, il voudrait faire observer que le paragraphe 2 ne prévoit pas les cas où les fonctions techniques d'un consul l'obligent à s'adresser aux autorités centrales, sans que celles-ci soient nécessairement gouvernementales, par exemple au Service des brevets, afin de protéger les intérêts de ressortissants de l'Etat d'envoi. On ne saurait dire que ce soit une fonction diplomatique et, cependant, on ne peut pas considérer qu'il s'agit là d'une des exceptions particulières prévues dans les articles ou dans les accords en vigueur applicables en la matière. Il prie le rapporteur spécial de mentionner ces cas dans le commentaire.

79. M. SCELLE ne pourra pas voter pour l'article 13 sous sa forme actuelle. Ce texte n'est guère plus qu'une table des matières inexacte qui prête à critique à de nombreux égards. Qui plus est, la clause suivante du paragraphe 1: "celles qui leur sont confiées par l'Etat d'envoi et qui peuvent s'exercer sans conflit avec le droit de l'Etat de résidence" est absolument inacceptable, car elle met l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence sur un pied d'inégalité. Il est exact que l'Etat de résidence possède certains droits territoriaux de souveraineté; mais l'Etat d'envoi a également le droit absolu de créer un consulat où il le faut. En conséquence, à moins que les articles ne contiennent une clause prévoyant la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice ou l'arbitrage obligatoire, la présence d'une disposition semblable à celle qui figure au paragraphe 1 serait contraire aux règles élémentaires du droit international.

80. M. AMADO estime que l'article a été amélioré mais qu'il laisse encore à désirer. D'abord, le paragraphe 1 n'énonce aucun principe juridique, en raison notamment du manque de précision des mots "attributions normalement exercées par les consuls". Aux alinéas *a* et *b*, le texte paraît faire une distinction superflue entre la protection et le secours et l'assistance aux ressortissants de l'Etat d'envoi; M. Amado estime que la protection comprend le secours et l'assistance. Il appuie la proposition de M. Erim relative à l'alinéa *a*, et approuve également la suggestion que le secrétaire a faite au sujet de l'alinéa *c*. Touchant l'alinéa *e*, il est d'avis que le texte exagère le rôle des consuls. Enfin, il réitère son objection à l'égard des mots "par tous les moyens légitimes", qui figurent à l'alinéa *f*, et ajoute qu'une erreur dans le projet relatif aux relations et

immunités diplomatiques n'est pas une justification; les mots en question doivent être supprimés.

81. M. VERDROSS fait valoir, en réponse à M. Scelle, que le paragraphe 1 ne dispose pas qu'un consul exerce seulement les fonctions qui lui sont confiées par l'Etat d'envoi et qui peuvent s'exercer sans conflit avec le droit de l'Etat de résidence. Le passage en question signifie que ces attributions s'ajoutent à celles que stipulent les articles étudiés et tout accord applicable. Un consul peut dès lors exercer les fonctions prévues dans des accords, même si l'Etat de résidence ne reconnaît pas lesdites fonctions.

82. M. SANDSTRÖM partage les craintes de M. Scelle. Le nouvel article 13 omet certaines fonctions consulaires importantes relatives aux biens des ressortissants de l'Etat d'envoi et aux successions, ainsi que de nombreuses fonctions intéressant la marine marchande. Enfin, le sens du dernier membre de phrase du paragraphe 2 est mieux rendu dans le texte français que dans le texte anglais.

83. M. YOKOTA appuie la proposition de M. Erim. En réponse aux objections de M. Scelle et de M. Sandström, il rappelle que la Commission a décidé de formuler la définition des fonctions consulaires en termes généraux; on ne saurait donc reprocher au projet d'être trop général. La Commission pourrait décider d'adopter l'article à titre provisoire, comme elle l'a fait pour l'article sur les définitions.

84. M. AGO pense comme M. Yokota qu'on ne peut blâmer le nouveau texte d'être trop général. Il a appuyé l'idée de rédiger la définition en termes généraux, d'abord parce que la Commission ayant adopté une définition sommaire des fonctions diplomatiques ne pouvait guère énumérer les fonctions consulaires *in extenso*, et, ensuite, parce qu'il est convaincu que, loin de limiter les fonctions consulaires, une définition générale est en fait plus souple. Plus l'énumération est longue, plus on risque d'oublier un élément qui est, ou peut devenir, essentiel. L'énumération plutôt longue du rapporteur spécial figurera dans le commentaire, mais il faut dire expressément qu'elle est énonciative et non pas exhaustive.

85. M. Verdross a répondu exactement à l'objection formulée par M. Scelle au sujet du paragraphe 1. Il serait inadmissible de disposer que l'Etat d'envoi peut confier aux consuls des fonctions supplémentaires qui sortent du cadre des articles et des accords, sans stipuler que lesdites fonctions ne doivent pas être contraires au droit de l'Etat de résidence.

86. Pour ce qui est des observations visant la protection et le secours et l'assistance, il signale que par "protection des intérêts" il faut entendre les mesures prises de concert avec les autorités locales, alors que "le secours et l'assistance" se rapportent directement aux individus. Il est donc logique de les distinguer.

87. Enfin, M. Ago appuie la proposition tendant à supprimer, à l'alinéa f, les mots "par tous les moyens légitimes". Alors que cette clause se justifie jusqu'à un certain point dans le projet relatif aux relations et immunités diplomatiques, où une ingérence dans la vie politique de l'Etat de résidence peut avoir de graves conséquences, la sauvegarde paraît excessive dans le projet relatif aux relations et immunités consulaires.

88. M. SCELLE fait observer que l'exercice des fonctions de consul est régi non seulement par les dispositions des articles et des accords applicables mais encore par le droit international coutumier. La loi de l'Etat de résidence peut être contraire à la coutume

générale et aux principes essentiels du droit international qui, à son avis, doivent souvent être placés au-dessus des traités internationaux. En fait, les traités représentent seulement une partie du processus d'évolution du droit international coutumier. Par conséquent, il est dangereux de disposer que les consuls ne peuvent exercer les fonctions que l'Etat d'envoi leur a confiées que dans la mesure où elles ne sont pas contraires au droit de l'Etat de résidence. Si l'on ajoute plus tard une clause de juridiction obligatoire, la disposition peut être acceptable; dans le cas contraire, l'Etat de résidence, se couvrant de la souveraineté territoriale, se trouverait dans une situation de supériorité à l'égard de l'Etat d'envoi. Dans la conception que M. Scelle se fait de l'organisation consulaire, un consul est non seulement un fonctionnaire national de l'Etat d'envoi mais un fonctionnaire international. Or, l'article 13 donne l'impression contraire, ce qu'il ne saurait accepter.

89. M. AGO pense comme M. Scelle que la coutume générale est une source essentielle du droit international. Toutefois, les fonctions énumérées au paragraphe 1 montrent quelle est la coutume en vigueur dans ce domaine. Si M. Scelle estime que cela ne suffit pas, on pourrait aussi mentionner la coutume.

90. M. SCELLE déclare que cette solution ne remédierait pas aux défauts de l'article 13.

91. M. TOUNKINE rappelle que la Commission s'est déjà prononcée sur la teneur générale de l'article et que le débat peut être repris à la prochaine session.

92. Il estime, comme M. Ago, que le texte énonce le droit international coutumier en la matière, mais il croit qu'il ne serait pas judicieux de viser également le droit coutumier car la tâche de la Commission est de codifier le droit et non pas d'énoncer des principes abstraits. De plus, si le droit international coutumier était mentionné à l'article 13, il faudrait aussi le mentionner dans bon nombre d'autres dispositions.

93. Le PRESIDENT constate que, d'une façon générale, les membres de la Commission sont d'avis qu'il ne convient pas de modifier la structure de l'article mais acceptent certaines modifications de pure forme. Au paragraphe 1, l'amendement de M. Alfaro au texte français paraît acceptable. Dans le texte anglais, les mots *this article* seront remplacés par *the present articles*. Il semble inopportun de viser le droit coutumier puisqu'il faudrait alors le mentionner dans d'autres articles.

94. La proposition de M. Erim tendant à renverser l'ordre dans lequel sont mentionnés les Etats et les ressortissants est acceptable. Mais il ne pense pas qu'il en soit de même pour ce qui est de la proposition de M. Matine-Daftary tendant à ajouter un qualificatif après le mot "intérêts", puisque des intérêts autres qu'économiques peuvent être en cause. Pour ce qui est des critiques formulées à l'égard du mot "protéger", il rappelle que ce mot a été employé dans le projet relatif aux relations et immunités diplomatiques et que l'on n'a pas trouvé de meilleure expression. Touchant la proposition de M. Matine-Daftary d'ajouter un paragraphe énonçant ce que les consuls ne peuvent pas faire, il signale qu'une disposition analogue du projet sur les relations et immunités diplomatiques (art. 40) fait l'objet d'un paragraphe spécial; on pourrait adopter la même solution pour le projet relatif aux relations et immunités consulaires. Les suggestions du secrétaire concernant les alinéas c et d et la proposition de M. Amado relative à l'alinéa f peuvent également être

approuvées, et l'on peut tenir compte de l'observation de M. Sandström qui a trait au dernier membre de phrase du paragraphe 2.

95. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur l'article 13 modifié comme il l'a indiqué.

*Par 8 voix contre une, avec 6 abstentions, l'article 13, ainsi amendé, est adopté.*

La séance est levée à 13 h. 10.

## 524ème SEANCE

*Jeudi 25 juin 1959, à 16 h. 10.*

*Président: sir Gerald FITZMAURICE.*

### Examen du projet de rapport de la Commission sur les travaux de sa onzième session (A/CN.4/L.83 et Corr.1, A/CN.4/L.83/Add.1 à 7, A/CN.4/L.84) [suite]

#### CHAPITRE III. — RELATIONS ET IMMUNITES CONSULAIRES (A/CN.4/L.83/ADD.5 A 7, A/CN.4/L.84) [suite]

#### III. — TEXTE DU PROJET D'ARTICLES ET COMMENTAIRES (suite)

1. Le PRESIDENT invite la Commission à poursuivre l'examen du rapport du Comité de rédaction sur les articles relatifs aux privilèges et immunités consulaires (A/CN.4/L.84).

#### ARTICLE 14

2. M. BARTOS déclare qu'il votera contre l'article 14 pour les raisons qu'il a données (516ème séance, par. 5) au cours du débat antérieur au sujet de l'article.

3. M. YOKOTA propose que, dans le texte anglais de l'article 14, l'ordre des mots soit le même au début que dans l'article 15.

*Il en est ainsi décidé.*

*Par 9 voix contre une, avec une abstention, l'article 14, ainsi amendé est adopté.*

#### ARTICLE 15

4. M. BARTOS votera contre cet article. Ses objections à l'égard de l'article 14 valent également, sinon davantage encore, pour l'article 15.

5. M. AGO propose de remplacer dans le texte français les mots "le consul" par "un consul", afin qu'on ne puisse en inférer qu'il ne saurait y avoir plus d'un consul dans l'Etat de résidence.

*Il en est ainsi décidé.*

*Par 8 voix contre une, avec 2 abstentions, l'article 15, ainsi amendé est adopté.*

#### ARTICLE 15 bis (ARTICLE ADDITIONNEL)

6. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) doute de la justesse de l'emploi des mots *acquiere* et *acquisition* dans le texte anglais. Ces mots impliquent généralement une notion de propriété. Il faudrait un terme plus large qui couvre la prise à bail des locaux.

7. M. ZOUREK (Rapporteur spécial) partage cette opinion. Certains Etats n'autorisent que la location des immeubles pour les consulats. C'est pourquoi on s'est servi, dans le texte français, des mots "se procurer"

au lieu du mot "acquérir", qui a été employé dans l'article correspondant (art. 19) du projet d'articles relatifs aux relations et immunités diplomatiques (A/3859, par. 53) et qui vise l'acquisition en propriété.

8. Le PRESIDENT propose d'employer dans le texte anglais les mots *procure* et *procuring*.

*Il en est ainsi décidé.*

*A l'unanimité, l'article 15 bis, ainsi amendé, est adopté.*

#### ARTICLE 16

9. Le PRESIDENT rappelle que la Commission s'est déjà prononcée sur l'article 16, devenu l'article 2 bis.

#### ARTICLE 17

10. M. SCELLE trouve que l'article 17 n'est pas satisfaisant. Il appelle l'attention sur le texte ci-après qu'il avait proposé au Comité de rédaction de lui substituer :

"1. L'exequatur peut être retiré par le gouvernement de l'Etat de résidence au cas où l'officier consulaire violerait sciemment et systématiquement les lois de cet Etat ou les devoirs de sa fonction. Toutefois, sauf en cas d'extrême urgence, l'Etat de résidence ne peut recourir à cette mesure sans essayer au préalable d'obtenir de l'Etat d'envoi le rappel de l'officier consulaire.

"2. En cas de retrait de l'exequatur ou de demande de rappel, les motifs de la mesure prise seront communiqués à l'Etat d'envoi par la voie diplomatique.

"3. De toute façon, le retrait d'exequatur ne saurait être qu'individuel étant donné qu'il constitue une sanction personnelle. Il ne peut intervenir à titre collectif et s'appliquer à une catégorie d'agents consulaires objectivement déterminée, dans le but de modifier ou d'entraver une convention consulaire, ou de porter atteinte à des relations consulaires coutumièrement établies.

"*Observation*: allusion, entre autres incidents, à ceux survenus en Tunisie à la suite du retrait d'exequatur à un groupe géographiquement délimité du corps consulaire français, lors de la pénétration des contingents fellaghas sur le territoire tunisien (voir l'article du professeur Ch. Rousseau dans la *Revue Générale de Droit International Public*, 1958, No 2, p. 256 et suiv.)."

11. M. Scelle ne conteste certainement pas le droit de l'Etat de résidence de retirer l'exequatur, mais ce droit est beaucoup trop souvent invoqué, comme le professeur Rousseau l'a montré par de nombreux exemples, à l'occasion de différends d'ordre politique qui n'ont rien à voir avec les relations consulaires, comme dans l'affaire de la Tunisie, ou comme c'est le cas lorsqu'un consul s'oppose à l'ingérence de l'Etat de résidence dans l'exercice régulier de ses fonctions.

12. M. Scelle invite instamment la Commission à apporter une contribution nécessaire au développement du droit en examinant de manière approfondie le texte qu'il a proposé ou toute autre disposition qui aiderait à limiter l'abus du droit de retrait de l'exequatur.

13. M. BARTOS, tout en comprenant parfaitement le point de vue de M. Scelle, fait observer qu'il est fondé sur le principe qu'il existe une obligation d'établir et de maintenir des consulats. Or, en fait, les relations consulaires sont établies par accord entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence, et l'amendement de M. Scelle pourrait avoir pour conséquence, en invoquant une sorte